

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61917

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Zwar versucht Buchheit, die Entstehungsmotive des Kriegsächtungspakts aus den Quellen zu schöpfen, dabei stellt sich jedoch heraus, daß sie oftmals auf Vermutungen angewiesen ist. Das mag insbesondere an der problematischen französischen Quellenlage liegen. Die Bestände, die sich zu diesem Themengegenstand im Archiv des *Ministère des Affaires Étrangères* befinden, sind unvollständig. Ebenso ist der Nachlaß von Aristide Briand nicht zugänglich. Vor diesem Hintergrund wäre zu überlegen gewesen, ob man durch eine stärker analytisch-systematisch ausgerichtete Konzeption der Entstehung des Briand-Kellogg-Pakts nicht hätte näher kommen können.

Die eigentliche Leistung von Eva Buchheits Dissertation besteht darin, wie sie den diplomatischen Verhandlungsverlauf des Briand-Kellogg-Pakts in die europäische Politik der Zwischenkriegszeit integriert. Die Besonderheit ihrer Darstellung der Geschichte des Briand-Kellogg-Pakts liegt in der von ihr gewählten europäischen Perspektive. Insofern stellt Buchheits Dissertation eine wertvolle Ergänzung der 1952 in den Vereinigten Staaten erschienenen Dissertation von Robert H. Ferrell, »Peace in Their Time. The Origins of the Kellogg-Briand Pact«, dar, in der die Wurzeln des Kriegsächtungspakts hauptsächlich in den Vereinigten Staaten gesucht wurden.

Der wissenschaftlich interessierte Leser hätte sich allerdings eine Stellungnahme der Autorin gewünscht, aus der hervorgeht, wo sie den Kriegsächtungspakt von 1928 in dem für die internationale Politik der Zwischenkriegszeit charakteristischen Spannungsfeld zwischen Machtpolitik und Friedensstreben positioniert. War der Briand-Kellogg-Pakt in erster Linie ein Produkt nationaler Machtpolitik? Entsprang er dem notorischen Streben nach Friedenssicherung in der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg? Oder läßt er sich gar als Synthese der beiden Pole Machtpolitik und Friedensstreben darstellen? Diese Fragen, die den Kern der Problematik um die Einordnung des Briand-Kellogg-Pakts in die Geschichte treffen und im Titel des Buches anklingen, bleiben relativ unvermittelt im Raum stehen.

Inga-Verena BARTH, Dossenheim

Christiane SCHEIDEMANN, Ulrich Graf Brockdorff-Rantzau (1869–1928). Eine politische Biographie, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1998, 778 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 788).

Les travaux sur la politique extérieure de l'Allemagne pendant la période de transition suivant la défaite sont nombreux et de qualité, mais il n'y avait pas jusqu'à présent de biographie scientifique substantielle de Brockdorff-Rantzau, secrétaire d'État du gouvernement révolutionnaire et premier ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar. Chr. Scheidemann comble cette lacune avec une thèse solide et bien documentée qui s'appuie sur un vaste dépouillement de sources et une remarquable maîtrise de la bibliographie. Comme on pouvait s'y attendre, l'ouvrage apporte peu de nouveautés sur la politique du ministre. L'auteur n'y consacre d'ailleurs que 150 pages, alors qu'elle analyse en détail la formation et la carrière diplomatique (près de 350 pages), ainsi que l'ambassade à Moscou de 1922 à 1928 (près de 170 pages). Grâce au *Nachlaß* et à l'abondante correspondance de B.-R. avec son frère jumeau, Ernst, on saisit mieux la personnalité très complexe de cet aristocrate qui hésite entre les conceptions traditionnelles de la *Machtpolitik* et des conceptions plus modernes donnant une place primordiale à l'économie.

Issu de deux lignées comtales du Holstein, les Rantzau et les Brockdorff, Ulrich von Brockdorff-Rantzau entre dans la carrière diplomatique en 1894. Il a une carrière assez classique pour un aristocrate doué et ambitieux ayant des relations à la Cour de Guillaume II (une tante, cousine des Bülow) et dans les milieux gouvernementaux. Il est secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg (1897–1901) et à Vienne (1902–1905 et 1907–1909), deux capi-

tales essentielles pour la politique allemande. À Vienne, il fréquente le cercle de Houston Stewart Chamberlain avec lequel il entretient une correspondance suivie jusqu'en 1914, correspondance qui témoigne de son intérêt pour les spéculations d'ordre philosophique. Il ne semble pas être influencé par l'antisémitisme de Chamberlain. Consul général à Budapest de 1909 à 1912, B.-R. montre un intérêt particulier pour les questions économiques, qui caractérisera toute sa carrière. Il est partisan d'une pénétration économique pacifique de l'Allemagne en *Mitteleuropa*. Ambassadeur à Copenhague (1912–1918), il échoue dans sa tentative pour régler le délicat problème de la minorité danoise du Schleswig du Nord. Il souhaite surtout détacher le Danemark – et les pays scandinaves – de la sphère d'influence britannique pour l'intégrer dans la sphère économique allemande. Partisan d'une politique libre-échangiste, il compte sur la puissance économique pour affirmer la prépondérance allemande en Europe centrale et en Europe du nord. B.-R. contribue, en 1914, à la neutralité bienveillante du Danemark et évite des mesures militaires à l'encontre du royaume. Il mène une active politique de propagande depuis Copenhague et participe à plusieurs sondages de paix en direction de la Russie. Surtout, il est converti par l'émigré russe Alexandre Parvus Helphand à l'idée de favoriser la révolution en Russie. Dès décembre 1915, il s'efforce de convaincre Bethmann Hollweg. L'idée est de provoquer un démembrement de l'Empire russe, d'intégrer une Russie affaiblie dans la sphère d'influence allemande et de lutter alors, à armes égales, contre la domination économique britannique. B.-R. contribue à la décision du transfert de Lénine en Russie. Chr. Scheidemann replace chaque étape de la carrière de B.-R. dans le contexte général de la politique allemande avec un luxe de détails et des digressions qui nuisent parfois à la clarté de la narration et à la compréhension de la pensée de B.-R.

Dès cette époque, B.-R. n'agit pas comme simple diplomate, mais prétend contribuer à la définition de la politique allemande, n'hésitant pas à s'opposer à Berlin. Ses relations avec la *Oberste Heeresleitung* sont difficiles, ce qui renforce son antipathie à l'égard des militaires. Il noue, par contre, d'excellentes relations avec les sociaux-démocrates allemands. Aussi le proposent-ils comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères lors de la formation du gouvernement Max de Bade, en octobre 1918. Estimant la position trop peu indépendante, B.-R. refuse. Persuadé de la nécessité de réformes et très critique à l'égard du régime, il s'adapte aisément à la nouvelle situation et accepte, en décembre 1918, le poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères, proposé par Ebert et Scheidemann. Il pose des conditions (soutien total à sa politique, élection rapide d'une Assemblée constituante, maintien d'une économie libérale, limitation de la compétence des soviets) qui montrent qu'il entend affirmer la priorité de la politique étrangère et la diriger seul.

Chr. Scheidemann analyse en détail la stratégie de paix de B.-R. Il est persuadé que la nouvelle Allemagne démocratique a un droit moral à une paix juste et à la réintégration sur un pied d'égalité dans le cercle des puissances européennes. Pour y parvenir, elle doit s'appuyer sur son potentiel économique intact, sur sa capacité de consommation et sur le fait qu'une Allemagne trop affaiblie serait une porte ouverte au bolchevisme. Il s'agit de convaincre les États-Unis de l'intérêt que représente pour eux une Allemagne prospère. Il refuse un traité inapplicable qui mettrait durablement l'Allemagne à la merci de l'Entente. Face aux exigences de Foch, en février 1919, il se prononce pour une rupture des négociations à la Commission d'armistice, mais se heurte à un refus de son gouvernement. Dès lors, il commence à développer un sentiment d'échec qui va jusqu'au délire de persécution. Il est persuadé que l'on sabote sa politique et dénonce, en particulier, l'action néfaste de Erzberger, chef de la délégation allemande à la Commission d'armistice, partisan d'une attitude plus conciliante. Il est, par ailleurs, convaincu, et le restera jusqu'à sa fin, qu'un rejet du traité précipiterait l'éclatement de l'Entente et permettrait à l'Allemagne de se rapprocher des Anglo-Saxons. À Versailles, il adopte une attitude intransigeante, s'élève violemment contre la thèse de la culpabilité exclusive de l'Allemagne, et remet un mémorandum sur la question aux Alliés, malgré l'opposition de son gouvernement. La réponse allemande du 29 mai fait d'assez

larges concessions pour mettre les Alliés dans leur tort en cas de refus. Cette attitude rigide ne permet pas de préparer une révision ultérieure, durcit la position alliée, en particulier dans la question de la culpabilité, et aboutit à sa démission. La psychologie de B.-R., avec ses tendances paranoïaques, est assez bien suggérée par l'auteur, même si le récit est parfois désordonné et un peu confus.

Après sa démission, B.-R. se consacre à la question de la *Kriegsschuldfrage* et surtout aux relations avec la Russie. Dès 1920, il entretient une correspondance avec Ago von Maltzan, partisan d'une politique active du côté de la Russie pour contrebalancer les pressions de l'Entente. Il est persuadé que l'Allemagne et la Russie sont liées par le destin. Mais il est critique à l'égard du traité de Rapallo, qui vient trop tard pour éviter le partage de la Haute-Silésie, parce qu'on a cédé au chantage des Russes et que les Alliés soupçonnent des accords militaires secrets. Il se prononce pour une politique libre d'alliances, s'appuyant sur une pénétration économique pacifique de la Russie. Les liens économiques – il est hostile à une alliance politique et militaire – permettront à l'Allemagne de renforcer sa position face à l'Occident et de retrouver sa place de grande puissance. Obsédé par la volonté de réparer son échec de Versailles, il accepte l'ambassade à Moscou comme une véritable mission, avec la volonté d'influencer l'ensemble de la politique allemande. Il obtient le privilège de l'accès immédiat au chancelier et au président du Reich. En réponse à la passivité des Anglo-Saxons lors de la « bataille de la Ruhr », il s'oriente vers une politique d'option à l'est de plus en plus nette. Il se prononce contre l'entrée à la SDN, car il estime qu'il faut d'abord renforcer les relations avec l'URSS, puis entrer à la SDN en même temps que celle-ci. Après les accords de Locarno, il pense sérieusement à démissionner, mais on le convainc de rester, afin de ne pas inquiéter les Soviétiques. Il contribue à la signature du traité de Berlin d'avril 1926, mais sans qu'on puisse lui attribuer, comme le fait l'auteur, une part essentielle dans la stabilisation des relations avec l'URSS. B.-R. s'efforce en vain de contrecarrer la politique de Stresemann en intervenant auprès de Hindenburg. Il est déçu par les Soviétiques qui impliquent des Allemands dans les premiers grands procès staliniens. C'est un homme désabusé, isolé, persuadé d'être entouré d'ennemis, qui meurt en septembre 1928 avec un profond sentiment d'échec, alors qu'il avait voulu durant toute sa carrière incarner l'Allemagne.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Jens PRELLWITZ, *Jüdisches Erbe, sozialliberales Ethos, deutsche Nation: Gustav Mayer im Kaiserreich und in der Weimarer Republik*, Mannheim (Palatium Verlag) 1998, 252 p. (Mannheimer historische Forschungen, 17).

Depuis la fin des années 1960 des historiens comme Hans-Ulrich Wehler, Leo Hauptmann, Gottfried Niedhart ont travaillé sur Gustav Mayer (\*1871, Prenzlau/Uckermark – † 1938, Londres) qui a publié un récit autobiographique, « Erinnerungen », où il se présente comme l'historien du mouvement ouvrier allemand, notamment par son important travail sur Johann Baptist von Schweitzer et sa biographie monumentale de Friedrich Engels. Jens Prellwitz a eu pour la première fois accès à la totalité des Archives Gustav Mayer, à sa correspondance avec Friedrich Meinecke, Hermann Oncken, Hans Delbrück, son beau-frère Karl Jaspers, sa femme, aux Journaux qu'il a tenus pendant les périodes cruciales de sa vie, à son impressionnant travail de journaliste. Interférences constantes entre sa biographie et quelques grands problèmes de l'Empire wilhelminien, puis de la République de Weimar: les relations entre la germanité et la judaïté, l'enracinement des Juifs allemands dans la nation, la collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie libérale, le fonctionnement du système universitaire. Gustav Mayer se situe constamment à la frontière entre le milieu universitaire et le mouvement ouvrier, entre Juifs et Non-Juifs et par rapport aux historiens conventionnels. L'activité journalistique a conduit cet ancien étudiant de Gustav Schmoller,